

L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE



Il n'y aura plus d'hommes à genoux

La tension grandit dans les relations entre le gouvernement français et le gouvernement algérien. Si le pouvoir gaulliste n'a pas encore officiellement manifesté ses craintes, d'autres hommes politiques de la bourgeoisie l'ont fait. Ainsi, René Plevin, que son éloignement des cercles dirigeants ne peut faire considérer pour autant comme irresponsable, écrivait dernièrement :

« La situation algérienne qui empire de jour en jour pèse lourdement sur l'évolution politique du Maroc et de la Tunisie. Quels que soient les sentiments personnels du roi Hassan ou le souci de M. Bourguiba d'obtenir de larges concours financiers français, ni l'un, ni l'autre n'auront sans doute assez de force pour résister aux campagnes qui, au Maroc et en Tunisie, demanderont « la liquidation des séquelles du colonialisme » c'est-à-dire en langage clair, la confiscation des biens français ou le refus des garanties d'établissement de nos compatriotes.

« L'Afrique Noire peut devenir perméable, elle aussi à cette propagande venue d'Alger.

« La France a fait preuve d'une remarquable patience devant une évolution si différente de celle qui avait été prévue dans les Accords d'Evian. Mais la patience n'est pas l'indifférence... »

La double raison de méfiance est ici indiquée. D'une part la collectivisation des terres des colons et de biens européens, les menaces qui pèsent sur le commerce de gros restreignent sans cesse la part possible du capitalisme français. D'autant que les Algériens parlent de mettre en route rapidement des usines qui, dans certains domaines permettraient de couvrir dans une large proportion les besoins du pays en tissu, verre, papier, etc.

Par ailleurs, les effets d'une telle politique joints à l'attitude anti-colonialiste décidée, concrète des Algériens, au regard de l'Afrique vont porter des coups sévères au fragile édifice néo-colonialiste.

En parlant autrement, les capitalistes français ont maintenant peur que toute leur prudence n'évite pas, néanmoins, un processus cubain. Il n'en faut voir pour preuve que les pourparlers financiers dont on prétend sans cesse qu'ils ont eu d'heureuses conclusions... et qui, néanmoins, reprennent quelques semaines après. Mais on peut aussi faire état des menaces de rétorsion que brandissent les officiels français devant telle ou telle nationalisation.

C'est précisément à ce moment que s'achève à Alger la Conférence d'aide non-gouvernementale qui rassemble les délégués de la plupart des pays européens et notamment des hommes représentatifs des principaux partis et syndicats, ouvriers de ces États capitalistes. Elle vient juste à temps pour rappeler aux gouvernements intéressés que le mouvement ouvrier prend de plus en plus au sérieux la tentative socialiste en Algérie.

La Conférence va favoriser en effet le développement d'une aide pratique, l'appui de techniciens indépendants des volontés néo-colonialistes et aussi rendre possible une popularisation plus grande de la révolution algérienne, la préparation de larges campagnes d'appui politique.

Enregistrant le tournant sur l'Algérie commencé par les articles de Robert Lambotte et Raymond Guyot, dans l'Humanité qui montrent qu'à défaut de prévoir les choses, le vieux parti sait encore les suivre, même à distance respectueuse, nous devons considérer comme plus grande que par le passé les possibilités d'un soutien politique de masse au peuple algérien.

Cette tâche s'inscrit dans les nécessités des prochains mois, c'est dès maintenant qu'il faut nous y préparer, si nous voulons qu'en Algérie il n'y ait plus jamais un homme à genoux.

Lucien COLLONGES.

JUIN 1963 : 1 F

mensuel • n° 138

nouvelle série n° 12

Afr. du Nord : 0,50 F